



Assemblée générale

Distr. générale
1^{er} juillet 2010
Français
Original : anglais

Soixante-cinquième session

Point 105 de la liste préliminaire*

Traité d'interdiction complète des essais nucléaires

Rapport du Secrétaire général

1. Au paragraphe 10 de sa résolution 64/69, intitulée « Traité d'interdiction complète des essais nucléaires », l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'établir, en consultation avec la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, un rapport sur les efforts faits par les États qui ont ratifié le Traité pour parvenir à l'universalisation de ce dernier et sur la possibilité de fournir aux États qui en font la demande une assistance concernant les procédures de ratification, et de lui présenter ce rapport à sa soixante-cinquième session.
2. Le présent rapport fait suite à cette demande. On trouvera en annexe les renseignements fournis sur le sujet par la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

* A/65/50.



Annexe

Rapport sur les activités entreprises par les États pour parvenir à l'universalisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires*

Juin 2007-mai 2008

| <i>État</i> | <i>Date/période</i> | <i>Activités et contexte</i> | <i>Observations</i> |
|---|---------------------|---|---------------------|
| 1. Niveau bilatéral | | | |
| a) Activités relatives aux États de l'annexe 2 | | | |
| Allemagne | Juin 2009-mai 2010 | À l'occasion d'entretiens bilatéraux de haut niveau et dans les instances multilatérales pertinentes, l'Allemagne a réaffirmé au cours de la période considérée l'importance de l'entrée en vigueur rapide du Traité et demandé avec insistance sa ratification, en particulier par les États restants visés à l'annexe 2. | |
| Australie | Mars-avril 2010 | Lors de la réunion de l'Union interparlementaire tenue à Bangkok du 27 mars au 1 ^{er} avril, la délégation australienne a participé à une réunion du Groupe des Douze élargi, qui a résolu de presser les États de l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore fait de ratifier le Traité. Par la suite, les représentants australiens ont eu des entretiens avec leurs homologues indonésiens pour les encourager à progresser vers la ratification du Traité par l'Indonésie. | |
| Autriche | Juin-septembre 2009 | L'Autriche, qui copréside la Conférence organisée pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, s'est activement employée à inciter les États de l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore fait à ratifier le Traité. | |
| Belgique | Juin 2009-mai 2010 | Tant sur le plan bilatéral qu'en tant que membre de l'Union européenne, la Belgique a soutenu le Plan d'action de l'Union et systématiquement évoqué dans ses entretiens bilatéraux avec les États de l'annexe 2 – le cas échéant à un niveau élevé – l'importance de la ratification ou de la signature du Traité et de son entrée en vigueur. | |

* Le présent rapport n'indique que des activités terminées (c'est-à-dire qui ne sont ni en cours, ni prévues), dont l'objet était de promouvoir l'entrée en vigueur du Traité.

| | | |
|----------------------|--------------------|---|
| Bulgarie | Juin 2009-mai 2010 | La Bulgarie a soulevé la question de la signature et de la ratification du Traité dans ses entretiens bilatéraux, en particulier avec les États de l'annexe 2, qui ne l'avaient pas encore signé ou ratifié et les a incités à le faire sans retard, en soulignant l'importance de l'entrée en vigueur du Traité. |
| Canada | Juin 2009-mai 2010 | Dans les réunions bilatérales avec des représentants des États de l'annexe 2, le Canada a demandé instamment aux gouvernements des États qui ne l'avaient pas encore fait de ratifier le Traité. |
| | Août 2009 | Le Ministre des affaires étrangères a adressé à ses homologues des États de l'annexe 2 qui n'avaient pas encore ratifié le Traité des lettres pour inciter leurs gouvernements à le faire avant la Conférence organisée pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, prévue en septembre 2009. |
| | Mars-mai 2010 | Au nom du Groupe des Huit, le Canada a effectué des démarches auprès de huit États de l'annexe 2 qui n'avaient pas ratifié le Traité pour inciter leur gouvernement à le faire avant la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010. |
| Estonie | Juin 2009-mai 2010 | L'Estonie a évoqué la question de la ratification du Traité dans le cadre de réunions bilatérales de niveau ministériel ou inférieur, avec des États de l'annexe 2 qui n'avaient pas encore signé ou ratifié le Traité, dans le but d'en assurer l'entrée en vigueur. |
| Fédération de Russie | Juin 2009-mai 2010 | Dans ses entretiens bilatéraux avec les pays visés à l'annexe 2 du Traité, en particulier les États-Unis d'Amérique, et d'autres pays qui n'avaient pas encore signé ou ratifié le Traité, la Fédération de Russie n'a cessé de les engager à y adhérer. |
| France | Juin 2009-mai 2010 | À la faveur d'échanges réguliers avec les États visés à l'annexe 2 et n'ayant pas encore signé ou ratifié le Traité, la France a saisi toutes les occasions qui lui étaient offertes pour souligner l'importance qu'elle attachait à l'entrée en vigueur du Traité. |
| | Mai 2010 | La France s'est félicitée de l'annonce par l'Indonésie de son intention de ratifier le Traité et a lancé un appel pour son entrée en vigueur rapide. |
| Japon | Juin 2009-mai 2010 | Dans ses relations bilatérales, le Japon a saisi toutes les occasions qui lui étaient offertes pour évoquer la question du Traité avec les États de l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore signé ou ratifié. |

| | | |
|---|--------------------|--|
| | Mars 2010 | Le Japon a invité un membre du Parlement indonésien et des représentants du Gouvernement indonésien à visiter les installations du Système de surveillance international sises sur son territoire et à procéder à un échange de vues sur le Traité avec les autorités japonaises concernées. |
| | Mars 2010 | Le Japon a invité une délégation égyptienne, conduite par le Directeur du Centre national de données égyptien, à visiter les installations du Système de surveillance international sises sur son territoire et à procéder à un échange de vues sur le Traité avec les autorités japonaises concernées. |
| Mexique | Juin 2009-mai 2010 | Le Mexique a soutenu les efforts de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires dans le but d'inciter les États de l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore fait à signer et/ou ratifier le Traité dès que possible afin d'en assurer l'entrée en vigueur. |
| | Juin 2009-mai 2010 | Dans ses réunions bilatérales avec des États de l'annexe 2, le Mexique a réaffirmé l'importance de signer/ratifier le Traité le plus rapidement possible afin d'en assurer rapidement l'entrée en vigueur. |
| Norvège | Juin 2009-mai 2010 | La Norvège a évoqué la question de la signature et de la ratification du Traité dans le cadre d'entretiens bilatéraux, en particulier avec les États visés à l'annexe 2. |
| | Juin 2009-mai 2010 | La Norvège a apporté un soutien financier au Verification Research, Training and Information Centre pour encourager la réévaluation des questions relatives au Traité et en prôner la ratification par les États-Unis. |
| Nouvelle-Zélande | Juin 2009-mai 2010 | La Nouvelle-Zélande a évoqué la question de l'importance de l'entrée en vigueur du Traité avec plusieurs États de l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore ratifié. |
| Qatar | Juin 2009-mai 2010 | Le Qatar a évoqué la question de l'importance de l'adhésion au Traité, de ses incidences sur la paix et la sécurité internationales (et sur le développement économique et le bien-être humain) et de son entrée en vigueur, notamment auprès d'États visés à l'annexe 2. |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | Juin 2009-mai 2010 | Dans ses relations bilatérales, le Royaume-Uni n'a laissé passer aucune occasion d'évoquer la question du Traité avec les États figurant à l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore signé ou ratifié, notamment, pour la période récente, lors de contacts avec la Chine, les États-Unis, l'Inde, l'Indonésie et Israël. |

| | 4 septembre 2009 | À l'occasion de discussions bilatérales plus larges, le Royaume-Uni a évoqué la question de la ratification du Traité avec l'Inde. | |
|-------------|---------------------|---|---------------------|
| | 23 novembre 2009 | Dans le cadre de discussions bilatérales plus larges, le Royaume-Uni a appelé l'Indonésie à ratifier le Traité. | |
| | 8 avril 2010 | À l'occasion de discussions bilatérales plus larges, le Royaume-Uni a appelé Israël à ratifier le Traité. | |
| Suède | Juin 2009-mai 2010 | Tant dans le cadre de la présidence suédoise de l'Union européenne que de ses contacts bilatéraux (aux niveaux ministériel et inférieur), la Suède a évoqué l'importance de l'entrée en vigueur du Traité avec plusieurs des États visé à l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore signé et/ou ratifié. | |
| Turquie | Juin 2009-mai 2010 | Dans ses relations bilatérales, la Turquie a souligné auprès de plusieurs États de l'annexe 2 l'importance de signer et ratifier le Traité. | |
| Ukraine | Juin 2009-mai 2010 | Dans le cadre de ses entretiens bilatéraux avec des États de l'annexe 2 qui n'avaient pas encore signé ou ratifié le Traité, l'Ukraine n'a cessé de les inciter à adhérer au Traité le plus rapidement possible. | |
| <i>État</i> | <i>Date/période</i> | <i>Activités et contexte</i> | <i>Observations</i> |

1. Niveau bilatéral

b) Activités relatives aux États ne figurant pas à l'annexe 2

| | | | |
|----------|---------------------|---|--|
| Autriche | Juin-septembre 2009 | En sa qualité de Coprésidente de la Conférence organisée pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, l'Autriche a mené une campagne active en faveur de l'universalisation du Traité dans toutes les instances bilatérales et multilatérales pertinentes. | |
| Canada | Juin 2009-mai 2010 | Dans le cadre de réunions bilatérales avec des États ne figurant pas à l'annexe 2 qui n'avaient pas ratifié le Traité, le Canada a incité les gouvernements concernés à le ratifier. | |
| | Août 2009 | Le Ministre des affaires étrangères a adressé à ses homologues des États ne figurant pas dans l'annexe 2 qui n'avaient pas ratifié le Traité des lettres invitant leur gouvernement à le faire avant la Conférence organisée pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires prévue en septembre 2009. | |

| | | |
|----------------------|----------------------|--|
| | Mars-mai 2010 | Au nom du Groupe des Huit, le Canada a effectué auprès de 33 États ne figurant pas dans l'annexe 2 qui n'avaient pas encore ratifié le Traité des démarches pour inciter leur gouvernement à le faire avant la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010. |
| Fédération de Russie | Juin 2009-mai 2010 | Dans le cadre de ses relations bilatérales avec les États ne figurant pas à l'annexe 2 qui n'avaient pas encore signé ou ratifié le Traité, la Fédération de Russie n'a cessé de les engager à y adhérer. |
| France | Juin 2009-mai 2010 | À la faveur d'échanges réguliers avec les États ne figurant pas à l'annexe 2 qui n'avaient pas encore signé ou ratifié le Traité, la France a saisi toutes les occasions qui lui étaient offertes pour souligner l'importance qu'elle attachait à l'entrée en vigueur du Traité. |
| | Janvier-février 2010 | À l'occasion du Sommet de l'Union africaine tenu à Addis-Abeba (26 janvier-2 février 2010), la France, en sa qualité de Coprésidente du processus de l'article XIV, a effectué des démarches dans les capitales de plusieurs États africains pour les encourager à ratifier le Traité. |
| | Mai 2010 | La France s'est félicitée de la ratification du Traité par la République centrafricaine et la Trinité-et-Tobago et a demandé instamment l'entrée en vigueur rapide du Traité. |
| | Mai-juin 2010 | À l'occasion du Sommet France-Afrique, la France, en sa qualité de Coprésidente du processus de l'article XIV, a effectué des démarches dans les capitales de sept États africains pour les encourager à ratifier le Traité. |
| Jordanie | Juin 2009-mai 2010 | Dans le cadre de sa coopération avec les dirigeants des forces armées de pays alliés et amis et les attachés militaires accrédités en Jordanie, le Comité des chefs d'état-major des forces armées jordaniennes a mis à profit la politique nationale d'ouverture pour encourager ces États à signer et ratifier le Traité. |
| Mexique | Juin 2009-mai 2010 | À la faveur de réunions bilatérales, aux niveaux ministériel et vice-ministériel, le Mexique a demandé instamment aux États qui ne l'avaient pas encore fait de signer ou ratifier le Traité le plus tôt possible dans le but de soutenir les efforts de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires afin d'accroître le nombre déjà élevé d'États signataires souhaitant que le Traité entre en vigueur dans un avenir proche. |
| Nouvelle-Zélande | Juin 2009-mai 2010 | Dans ses relations bilatérales avec les États ne figurant pas dans l'annexe 2, la Nouvelle-Zélande a souligné, chaque fois que c'était opportun, l'importance du Traité et en a encouragé l'entrée en vigueur le plus rapidement possible. |

| | | | |
|---|---------------------|---|---------------------|
| | Juin 2009-mai 2010 | La Nouvelle-Zélande a versé des contributions financières volontaires pour permettre à des experts de pays en développement ne figurant pas dans l'annexe 2 de participer à des réunions techniques officielles de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et a réaffirmé, ce faisant, le caractère universel du Traité. | |
| Qatar | Juin 2009-mai 2010 | Le Qatar a évoqué auprès d'États ne figurant pas à l'annexe 2 l'importance de l'adhésion au Traité, des incidences de celui-ci sur la paix et la sécurité internationales (et sur le développement économique et le bien-être humain) et de son entrée en vigueur. | |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | Juin 2009-mai 2010 | La Trinité-et-Tobago a signé le Traité le 8 octobre 2009 et l'a ratifié le 26 mai 2010, après que le Royaume-Uni eût fourni un financement pour en promouvoir la signature et la ratification. | |
| Ukraine | Juin 2009-mai 2010 | Dans le cadre de ses relations bilatérales avec les États ne figurant pas à l'annexe 2 qui n'avaient pas encore signé ou ratifié le Traité, l'Ukraine n'a cessé d'inciter ces États à adhérer au Traité le plus rapidement possible. | |
| <i>État</i> | <i>Date/période</i> | <i>Activités et contexte</i> | <i>Observations</i> |

2. Niveau multilatéral

a) Mondial

| | | | |
|-----------|--------------------|--|--|
| Allemagne | Juin 2009-mai 2010 | En 2009, lorsqu'il a pris ses fonctions, le Ministre allemand des affaires étrangères a souligné la nécessité de redoubler d'efforts au niveau international dans les domaines du désarmement et de la non-prolifération. Il a ainsi appelé à l'entrée en vigueur rapide du Traité à l'occasion de diverses apparitions en public, déclarations et articles tant sur le plan international qu'au Parlement allemand (Bundestag). | |
| | Juin 2009-mai 2010 | Dans un article écrit conjointement avec le Ministre japonais des affaires étrangères, et publié en mai 2010, le Ministre allemand des affaires étrangères a souligné l'importance de l'entrée en vigueur rapide du Traité et lancé un appel à sa ratification rapide par les États restants visés à l'annexe 2. | |

| | | |
|-----------|--------------------|--|
| | Juin 2009-mai 2010 | L'Allemagne a participé activement à la Conférence organisée à New York, en septembre 2009, pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. De même, elle a souligné la pertinence du Traité et de son entrée en vigueur rapide à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires tenue en mai. |
| | Juin 2009-mai 2010 | Lorsqu'il a salué publiquement comme un événement important pour le désarmement et la non-prolifération la réunion au sommet du 23 septembre 2009 et la résolution 1887 (2009) du Conseil de sécurité de l'ONU, le Ministre des affaires étrangères allemand a appelé à l'entrée en vigueur rapide du Traité, laquelle était l'une des mesures concrètes les plus importantes mentionnées dans la résolution. |
| Australie | Juin 2009-mai 2010 | L'Australie a continué de collaborer étroitement avec la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires pour coordonner les approches visant à promouvoir l'universalisation du Traité. Ce fut l'un des sujets de discussion entre le Ministre australien des affaires étrangères et du commerce et le Secrétaire exécutif de la Commission préparatoire lors de leur réunion du 19 février 2010 à Vienne. |
| | 16 septembre 2009 | À la Conférence organisée pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, le Ministre australien des affaires étrangères et du commerce a notamment souligné l'importance de la ratification du Traité par tous les États. |
| | Mars-avril 2010 | À la séance spéciale consacrée à la non-prolifération nucléaire et au désarmement lors de la réunion de l'Union interparlementaire tenue à Bangkok du 27 mars au 1 ^{er} avril, le Président de la Chambre des députés australienne a souligné l'importance du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires en tant que moyen de renforcer les avantages que présente pour la sécurité collective le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. |
| | Avril 2010 | Le Ministre des affaires étrangères et du commerce australien a publié dans le numéro d'avril 2010 de Spectrum (le magazine de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires) un article dans lequel il s'est employé à promouvoir les avantages pour la sécurité collective et sur le plan humanitaire de l'entrée en vigueur du Traité et a demandé instamment à tous les États de le ratifier. |

| | | |
|----------|---------------------|--|
| | Mai 2010 | Le Gouvernement australien a fait campagne pour l'universalisation et l'entrée en vigueur du Traité tout au long de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires tenue en mai. Au cours du débat général, le Ministre des affaires étrangères et du commerce a pris la parole le 3 mai au nom de l'Australie, et le 4 mai au nom du Forum des Îles du Pacifique; dans les deux déclarations, il a lancé un appel pressant à l'universalisation du Traité. Dans sa déclaration à la Grande Commission I, la délégation australienne à la Conférence a également pressé les États de ratifier le Traité. |
| Autriche | Juin-septembre 2009 | En sa qualité de Coprésidente de la Conférence organisée pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, l'Autriche s'est activement employée dans toutes les instances bilatérales et multilatérales pertinentes à promouvoir l'universalisation du Traité. Elle a aussi soutenu la Conférence sur les études scientifiques internationales, tenue à Vienne en juin 2009, qui s'est penchée sur les questions liées aux capacités et à l'état de préparation du régime de vérification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires pour détecter les explosions nucléaires dans le monde entier. |
| | Septembre 2009 | En tant que membre non permanent du Conseil de sécurité, l'Autriche, qui était représentée au sommet du Conseil de sécurité par son président, a soutenu la résolution 1887 (2009), invitant notamment tous les États à signer et ratifier le Traité. |
| Belgique | Juin 2009-mai 2010 | Tant à titre national qu'en tant que membre de l'Union européenne, la Belgique a réaffirmé dans différentes instances internationales appropriées son attachement au Traité et l'importance qu'elle accorde à son entrée en vigueur rapide. |
| | Septembre 2009 | Le Ministre belge des affaires étrangères a participé à la Conférence organisée pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et y a fait une déclaration en faveur de l'entrée en vigueur du Traité. |
| | Septembre 2009 | L'entrée en vigueur rapide du Traité a été l'une des priorités de la Belgique dans le cadre de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale. Elle l'a souligné dans une note publique, publiée notamment sur le site Web du Service public fédéral belge des affaires étrangères, qui invitait les États de l'annexe 2 à donner des indications positives en signant et/ou ratifiant le Traité. |

| | | |
|----------|--------------------|---|
| | Décembre 2009 | La Belgique a voté pour les résolutions 64/57 (Vers un monde exempt d'armes nucléaires : accélération de la mise en œuvre des engagements en matière de désarmement nucléaire), 64/47 (Désarmement général et complet : volonté renouvelée de parvenir à l'élimination totale des armes nucléaires) et 64/69 (Traité d'interdiction complète des essais nucléaires) de l'Assemblée générale, qui toutes demandent notamment l'entrée en vigueur rapide du Traité. |
| Bulgarie | Septembre 2009 | La Bulgarie a participé à la Conférence organisée pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, tenue à New York et s'est associée à sa déclaration conjointe. |
| | Juin 2009-mai 2010 | La Bulgarie a appuyé l'adoption des résolutions de l'Assemblée générale encourageant tous les États à ratifier le Traité et a renouvelé ses exhortations dans ses déclarations à l'Assemblée et à l'Agence internationale de l'énergie atomique, ainsi que dans des déclarations relatives au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. |
| Canada | Juin 2009-mai 2010 | Le Canada a participé activement aux négociations de Vienne sur le projet de déclaration finale de la Conférence organisée pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. |
| | Novembre 2009 | Le Canada a terminé l'homologation de la dernière des 16 stations/laboratoires du Système de surveillance international installés sur son sol. |
| | Décembre 2009 | Le Canada a voté pour les résolutions suivantes de l'Assemblée générale, qui demandaient notamment l'entrée en vigueur du Traité : 64/69 (Traité d'interdiction complète des essais nucléaires), 64/47 (Désarmement général et complet : volonté renouvelée de parvenir à l'élimination totale des armes nucléaires) et 64/57 (Vers un monde exempt d'armes nucléaires : accélération de la mise en œuvre des engagements en matière de désarmement nucléaire). |
| Chili | Mai 2009 | Au cours de la troisième session du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, le Chili a participé à la rédaction des recommandations à la Conférence et a soutenu en particulier l'inclusion d'un paragraphe demandant l'universalisation du Traité. |
| | Mai 2009 | Le Chili s'est chargé de la coordination des responsables de la Conférence des États parties aux traités établissant des zones exemptes d'armes nucléaires et signataires de ces traités, et, à ce titre, a encouragé l'inclusion, dans la déclaration publiée à l'issue de la Conférence, d'un paragraphe appelant à l'universalisation du Traité et son entrée en vigueur rapide. |

| | | |
|----------------------|-------------------------|--|
| | Octobre 2009 | Dans sa déclaration à la Première Commission de l'Assemblée générale, le Chili a appelé à l'universalisation du Traité et à sa mise en œuvre rapide. |
| | Décembre 2009 | À la réunion de « sherpas » et « sherpas adjoints » du Groupe des Huit tenue à Tokyo en préparation du Sommet sur la sécurité nucléaire de Washington, le Chili a mentionné la contribution du Traité au désarmement et à la non-prolifération et a appelé à sa mise en œuvre rapide. |
| Estonie | Septembre 2009 | L'Estonie a participé à la Conférence organisée pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, tenue à New York, dans le but de faciliter cette entrée en vigueur. |
| | Octobre-novembre 2009 | L'Estonie s'est portée coauteur de la résolution 64/69 de l'Assemblée générale, intitulée « Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ». |
| Fédération de Russie | Juin 2009-mai 2010 | Dans le cadre du processus d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité en 2010, la Fédération de Russie a constamment fait de l'entrée en vigueur du Traité une question essentielle et souligné les fortes recommandations de la Conférence à cet égard. Elle a fait ressortir l'importance de l'universalisation du Traité pour la stabilité des différentes régions du monde, en particulier le Moyen-Orient. |
| | Avril 2009 | Les parlementaires russes ont soutenu l'adoption par la cent vingtième Assemblée de l'Union interparlementaire de la résolution soulignant le rôle et l'importance du Traité. |
| | Juillet 2009 | La Fédération de Russie a été l'un des États à l'origine de l'inclusion dans la Déclaration de l'Aquila du Groupe des Huit sur la non-prolifération de dispositions soulignant l'importance de l'entrée en vigueur rapide et de l'universalisation du Traité. |
| | 24 septembre 2009 | Lors du sommet du Conseil de sécurité sur la non-prolifération et le désarmement, la Fédération de Russie a pleinement contribué à l'adoption de la résolution 1887 (2009), laquelle contient des dispositions soutenant le Traité. |
| | 24 et 25 septembre 2009 | La Fédération de Russie a contribué activement au succès de la Conférence organisée pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, tenue à New York les 24 et 25 septembre 2009. Actuellement, elle travaille avec d'autres États à la mise en œuvre d'un plan d'action adopté par la Conférence pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité. |

| | | |
|---------|--------------------|---|
| | 2 décembre 2009 | La Fédération de Russie a soutenu et coparrainé la résolution 64/69, intitulée « Traité d'interdiction complète des essais nucléaires », que l'Assemblée générale a adoptée le 2 décembre 2009. |
| France | Juin 2009-mai 2010 | Dans les instances multilatérales pertinentes (par exemple, l'ONU, la Conférence du désarmement et la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010), la France a saisi chaque occasion qui s'offrait à elle pour promouvoir l'entrée en vigueur du Traité. |
| | Septembre 2009 | La France a été élue (avec le Maroc), par les États ayant ratifié le Traité, à la coprésidence du processus de l'article XIV visant à faciliter l'entrée en vigueur du Traité. |
| | Septembre 2009 | La France a coprésidé (avec le Maroc) la Conférence organisée pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, tenue les 24 et 25 septembre 2009 à New York et a lancé un appel à l'entrée en vigueur rapide du Traité. |
| | Février 2010 | À la Conférence sur l'« Option zéro » tenue à Paris, la France a appelé à l'entrée en vigueur rapide du Traité. |
| | Février 2010 | En sa qualité de Coprésidente du processus de l'article XIV, la France a présenté (avec le Maroc) aux États signataires les éléments d'un plan d'action visant à faciliter l'entrée en vigueur du Traité. |
| | Mars-avril 2010 | Lors de la cent vingt-deuxième Assemblée de l'Union interparlementaire, tenue à Bangkok, la délégation française, en sa qualité de Coprésidente du processus de l'article XIV, a effectué des démarches auprès de plusieurs États pour les encourager à ratifier le Traité. |
| | Mai 2010 | En marge de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, tenue à New York, la France a organisé en sa qualité de Coprésidente du processus de l'article XIV, conjointement avec le Maroc et l'East-West Institute (États-Unis d'Amérique), une rencontre sur le sujet « Promotion du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires : politique, science et renforcement des capacités » (Promoting the Comprehensive Nuclear-Test Ban-Treaty: politics, science, and capacity development). |
| Hongrie | Juin 2009-mai 2010 | La Hongrie a saisi chaque occasion qui se présentait à elle pour faire campagne en faveur de l'entrée en vigueur du Traité. Elle a réaffirmé dans les instances multilatérales pertinentes son soutien au Traité et l'importance de l'entrée en vigueur de celui-ci et demandé instamment sa ratification. |

| | | |
|----------|-------------------------|--|
| | 24-25 septembre 2009 | La Hongrie a participé à la Conférence organisée pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, y a fait une déclaration en faveur du Traité et a appuyé le document intitulé « Déclaration finale et mesures pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires » ainsi que le rapport de la Conférence. |
| | 2 décembre 2009 | La Hongrie s'est portée coauteur de la résolution 64/69 de l'Assemblée générale, intitulée « Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ». |
| Japon | Septembre 2009 | Le Ministre japonais des affaires étrangères a participé à la Conférence organisée pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires tenue à New York et a annoncé l'initiative du Japon visant à promouvoir l'entrée en vigueur rapide du Traité. |
| | Juin-mars 2010 | Le Japon a invité 11 sismologues appartenant à huit pays à participer à son stage de formation à l'observation sismologique mondiale, qui traite de ce type d'observation et de son application aux techniques de surveillance des essais nucléaires. |
| Jordanie | Juin 2009-mai 2010 | Dans les instances multilatérales et ateliers pertinents, la Jordanie a saisi chaque occasion qui se présentait pour promouvoir l'entrée en vigueur du Traité. Par ailleurs, elle a profité des visites d'officiers supérieurs de délégations militaires et de la participation d'officiers supérieurs jordaniens à des ateliers et réunions régionaux et internationaux sur le désarmement et la non-prolifération pour encourager les États à signer et ratifier le Traité et empêcher toute action incompatible avec ses objectifs. |
| | Juin 2009-mai 2010 | Le Royal Jordanian Command and Staff College et le Royal Jordanian National Defense College ont accueilli de nombreuses délégations militaires d'autres pays pour expliquer la position jordanienne en faveur de la ratification du Traité. |
| | Juin 2009-mai 2010 | Le Comité des chefs d'état-major des forces armées jordaniennes a donné aux attachés militaires jordaniens accrédités dans d'autres États des instructions et des ordres visant à saisir l'occasion de leur participation à des ateliers et tout type de réunions officielles et informelles pour expliquer la position des forces armées jordaniennes concernant le désarmement et la non-prolifération ainsi que le Traité. |
| Mexique | 24 et 25 septembre 2009 | Le Mexique a participé à la Conférence organisée pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, tenue à New York les 24 et 25 septembre 2009. |
| | 2 décembre 2009 | Le Mexique s'est porté coauteur de la résolution 64/94 de l'Assemblée générale, intitulée « Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ». |

| | | |
|------------------|------------------------|--|
| | Juin 2009-mai 2010 | Le Mexique a participé aux réunions de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et de ses organes subsidiaires, ainsi qu'à des consultations en vue de promouvoir l'entrée en vigueur rapide du Traité et le renforcement du régime de vérification. |
| Mongolie | Septembre 2009 | La Mongolie a participé à la Conférence organisée pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, tenue à New York les 24 et 25 septembre 2009. Son représentant y a fait une déclaration réaffirmant son engagement ferme de promouvoir l'entrée en vigueur du Traité. |
| Norvège | Juin 2009-mai 2010 | La Norvège a appuyé les résolutions de l'Assemblée générale encourageant tous les pays à ratifier le Traité et a renouvelé cet appel dans ses déclarations à l'Assemblée, à l'Agence internationale de l'énergie atomique et dans des déclarations relatives au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. |
| | Juin-décembre 2009 | En tant que pays donateur, la Norvège a contribué, dans le cadre du projet pilote, au financement de la participation d'experts de pays en développement à des réunions techniques de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. |
| | 25 mars 2010 | La China Arms Control and Disarmament Association a organisé une conférence sur le désarmement et la non-prolifération en coopération avec la Norvège, les Pays-Bas et la Suède. L'ouvrage intitulé Nuclear Test Ban – Converting Political Vision to Reality, rédigé par des auteurs norvégiens, néerlandais et suédois, a fait partie de la documentation de base de la conférence. |
| Nouvelle-Zélande | 24 septembre 2009 | Le Ministre des affaires étrangères néo-zélandais a fait une déclaration à la Conférence organisée pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et encouragé les États dont la ratification est nécessaire pour l'entrée en vigueur du Traité à ratifier celui-ci sans tarder. |
| | 2 décembre 2009 | La Nouvelle-Zélande s'est portée coauteur de la résolution 64/69 de l'Assemblée générale, intitulée « Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ». |
| | Novembre 2009-mai 2010 | Dans le cadre du « Groupe des Dix de Vienne » et des activités qu'il a menées avant et pendant la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, la Nouvelle-Zélande a été l'un des coauteurs d'un document soulignant la nécessité de l'entrée en vigueur du Traité et appelant les derniers États de l'annexe 2 à signer ou ratifier le Traité dès que possible. |

| | | |
|---|----------------------|--|
| Qatar | Juin 2009-mai 2010 | Les déclarations et prises de position du Qatar au cours de conférences internationales et autres événements traduisent son invitation à tous les pays d'adhérer rapidement au Traité et de soutenir son entrée en vigueur et son universalité. |
| République tchèque | Juin 2009-mai 2010 | Dans les instances internationales pertinentes, la République tchèque a saisi toutes les occasions qui se présentaient de promouvoir le Traité et son entrée en vigueur. |
| | 24-25 septembre 2009 | La République tchèque a participé activement à la Conférence organisée à New York pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et s'est prononcée en faveur de l'adoption de sa déclaration finale. |
| | 2 décembre 2009 | La République tchèque s'est portée coauteur de la résolution 64/69 de l'Assemblée générale de l'ONU, intitulée « Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ». |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | Juin 2009-mai 2010 | Grâce à un financement du Royaume-Uni, des experts techniques de pays en développement ont pu participer à des réunions techniques officielles de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, ce qui a contribué à promouvoir l'universalisation du Traité et le renforcement des capacités des pays en développement. |
| | Mai 2009 | Le Royaume-Uni a contribué au financement de conférences Pugwash sur la science et les affaires mondiales dans le cadre d'un projet visant à promouvoir l'entrée en vigueur du Traité par la consultation et le dialogue avec tous les États de l'annexe 2, pour lesquels la ratification du Traité est une condition préalable à son entrée en vigueur (Chine, Égypte, États-Unis d'Amérique, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Israël, Pakistan et République démocratique de Corée). Dans le cadre de ce projet, le Royaume-Uni a également participé, le 12 octobre 2009, à une réunion avec l'Égypte, l'Inde, Israël et le Pakistan. |
| | Juillet 2009 | Le Royaume-Uni a publié la déclaration gouvernementale intitulée « The Road to 2010: Addressing the Nuclear Question in the Twenty-First Century », laquelle inclut un appel aux États qui ne l'ont pas encore fait à signer et ratifier le Traité. |
| | 24 septembre 2009 | Le Ministre d'État aux affaires étrangères et du Commonwealth a conduit la délégation britannique à la Conférence organisée pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, qui s'est tenue à New York les 24 et 25 septembre 2009. Au cours de la Conférence, il a invité les États restants visés à l'annexe 2 à signer et ratifier le Traité. |

| | | |
|--------|--------------------|---|
| | Mars 2010 | Le Royaume-Uni a participé activement à la rédaction et à l'adoption des déclarations du Groupe des Huit sur la non-prolifération de juillet 2009 et mars 2010. Toutes deux font état de la nécessité de promouvoir l'entrée en vigueur du Traité. |
| | Avril 2010 | Dans sa déclaration devant la Commission du désarmement de l'ONU, à New York, le Royaume-Uni a demandé instamment à tous les États qui ne l'ont pas encore fait de signer et ratifier le Traité inconditionnellement et sans tarder, en particulier les neuf pays restants visés à l'annexe 2. |
| Serbie | Septembre 2009 | La Serbie a participé à la Conférence organisée pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, organisée en vertu de l'article XIV du Traité à New York les 24 et 25 septembre 2009. |
| | Mai 2010 | La Serbie a soutenu les activités de l'ONU et celles d'autres entités multilatérales visant à assurer l'entrée en vigueur rapide du Traité, qui est l'un des piliers du régime international de désarmement nucléaire et de non-prolifération. Le Ministre serbe des affaires étrangères a souligné, dans sa déclaration à l'occasion du débat général de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, que la Serbie saluait chaleureusement l'initiative du Secrétaire général d'organiser une réunion ministérielle pour assurer l'entrée en vigueur du Traité le plus tôt possible. |
| Suède | Septembre 2009 | À la Conférence organisée en septembre pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, une délégation suédoise, conduite par le Ministre des affaires étrangères, a représenté l'Union européenne. Lors d'une réunion avec le Secrétaire exécutif, au début de la Conférence, le Ministre suédois des affaires étrangères a souligné l'attachement constant de la Suède et de l'Union européenne à une ratification rapide du Traité. |
| Suisse | Juin 2009-mai 2010 | La Suisse a appelé à l'entrée en vigueur du Traité dans toutes ses déclarations dans les instances pertinentes. |
| | Décembre 2009 | La Suisse a voté pour les résolutions de l'Assemblée générale 64/69 (Traité d'interdiction complète des essais nucléaires), 64/57 (Vers un monde exempt d'armes nucléaires : accélération de la mise en œuvre des engagements en matière de désarmement nucléaire) et 64/47 (Désarmement général et complet : volonté renouvelée de parvenir à l'élimination totale des armes nucléaires), qui toutes appellent notamment à l'entrée en vigueur du Traité. |

| | | |
|---------|--------------------|---|
| Turquie | Juin 2009-mai 2010 | Dans le cadre du projet pilote, la Turquie a contribué, en tant que pays donateur, au financement de la participation d'experts de pays en développement aux réunions techniques de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. |
| | Septembre 2009 | La Turquie a participé à la Conférence organisée pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, qui s'est tenue à New York les 24 et 25 septembre, et en a soutenu la déclaration finale. |
| | 2 Décembre 2009 | La Turquie s'est portée coauteur de la résolution 64/69, intitulée « Traité d'interdiction complète des essais nucléaires », adoptée par l'Assemblée générale à sa soixante-quatrième session. |
| | Décembre 2009 | La Turquie a voté pour la résolution 64/47, intitulée « Désarmement général et complet : volonté renouvelée de parvenir à l'élimination totale des armes nucléaires », adoptée par l'Assemblée générale à sa soixante-quatrième session. |
| Ukraine | Juin 2009-mai 2010 | En sa qualité de pays élu à la présidence de la Grande Commission II de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, l'Ukraine a mené 10 activités de sensibilisation pour susciter de nouvelles signatures et ratifications du Traité dans le contexte des préparatifs de la Conférence. Dans les enceintes pertinentes, elle a saisi chaque occasion qui se présentait de souligner l'importance de l'entrée en vigueur du Traité. Les discussions de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010 ont notamment porté sur l'universalisation du Traité. |
| | Septembre 2009 | L'Ukraine a participé à la Conférence organisée pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, qui s'est tenue à New York les 24 et 25 septembre, et y a soutenu la déclaration finale et les mesures pour promouvoir l'entrée en vigueur du Traité. |

| <i>État</i> | <i>Date/période</i> | <i>Activités et contexte</i> | <i>Observations</i> |
|-------------|---------------------|------------------------------|---------------------|
|-------------|---------------------|------------------------------|---------------------|

2. Niveau multilatéral

b) Régional

| | | |
|-----------|--------------------|---|
| Allemagne | Juin 2009-mai 2010 | En tant qu'État membre de l'Union européenne, l'Allemagne a soutenu activement les déclarations, prises de position et contributions pertinentes de l'Union européenne à l'appui du Traité. |
|-----------|--------------------|---|

| | | |
|-----------|-----------------------|--|
| Australie | Juin 2009 | À la suite de l'atelier organisé aux Palaos les 21 et 22 mai 2009 par le Secrétariat technique provisoire de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, l'Office australien des sauvegardes et de la non-prolifération a entrepris des activités de suivi afin d'encourager les progrès vers l'universalisation du Traité, notamment en partageant avec certains participants son expérience en matière de dispositifs pour la mise en œuvre du Traité. |
| | Juin 2009-mai 2010 | Dans ses échanges bilatéraux, en particulier avec d'autres pays de la région Asie-Pacifique, l'Australie a encouragé la ratification du Traité par les États qui ne l'ont pas encore fait, et leur a offert une assistance en la matière. |
| | Mai 2010 | Du 17 au 21 mai 2010, l'Office australien des sauvegardes et de la non-prolifération a organisé à Canberra, conjointement avec Geoscience Australia et avec le Secrétariat technique provisoire de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, un atelier portant sur l'établissement de centres de données nationaux et l'universalisation du Traité. Des États de la région, y compris des pays insulaires du Pacifique, ont participé à l'atelier. |
| Autriche | Mars 2010 | En tant qu'État membre de l'Union européenne, l'Autriche est l'un des pays à l'origine de la position adoptée par l'Union européenne pour la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, appelant notamment tous les États restants à signer et ratifier le Traité sans retard et sans condition. De même, en tant que membre du « Groupe des Dix de Vienne », l'Autriche s'est portée coauteur d'un document de travail pour la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010 contenant le même appel. |
| Belgique | Juillet 2009-mai 2010 | Tant à titre individuel qu'en tant qu'État membre de l'Union européenne, la Belgique a continué d'aborder dans les organismes régionaux appropriés la question de la signature, de la ratification et de l'entrée en vigueur du Traité. |

| | | |
|----------|-----------------------|---|
| France | Janvier-février 2010 | Au Sommet de l'Union africaine tenu à Addis-Abeba, du 26 janvier au 2 février 2010, la France a effectué, en sa qualité de coprésidente du processus de l'article XIV, des démarches auprès de plusieurs États africains pour les encourager à ratifier le Traité. |
| | Mars 2010 | En sa qualité de coprésidente du processus de l'article XIV, la France a participé à l'atelier régional organisé à Oulan-Bator par la Mongolie et le Secrétariat technique provisoire de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. |
| | Mai-juin 2010 | Au Sommet France-Afrique tenu à Nice (France), du 31 mai au 1 ^{er} juin 2010, la France, en sa qualité de coprésidente du processus de l'article XIV, a effectué des démarches auprès de plusieurs États africains pour les encourager à ratifier le Traité. |
| Hongrie | Juillet 2009-mai 2010 | En tant qu'État membre de l'Union européenne, la Hongrie a soutenu les efforts conjoints de l'Union européenne visant à promouvoir le Traité et son entrée en vigueur, y compris la mise en œuvre d'actions conjointes pertinentes du Conseil en faveur du Traité. |
| Mexique | 28 janvier 2010 | Lors de la quarantième session de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains, le Mexique a soutenu, à la réunion du 28 janvier 2010 de la Commission sur la sécurité de l'hémisphère, l'adoption de la résolution intitulée « Appui interaméricain au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ». |
| Mongolie | 15 et 16 mai 2010 | La Mongolie et la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ont organisé à Oulan-Bator un atelier régional sur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et sur le renforcement des capacités. Ont participé à cet atelier de deux jours plus de 50 délégués provenant de 19 pays, y compris des États visés à l'annexe 2 ou n'y figurant pas, qui n'avaient pas encore signé et/ou ratifié le Traité. L'atelier a beaucoup contribué à une sensibilisation accrue et à la promotion de l'universalisation et de l'entrée en vigueur du Traité parmi les pays de la région, en particulier en raison de l'évolution positive récente et de l'élan acquis en matière de désarmement nucléaire et de non-prolifération. Il a aussi contribué à renforcer les capacités des pays participants dans les domaines juridique et technique touchant au Traité. |

| | | |
|---|--------------------|--|
| Qatar | Juin 2009-mai 2010 | Les déclarations et prises de position du Qatar au cours de conférences régionales et autres événements régionaux traduisent son invitation à tous les pays à adhérer rapidement au Traité et à en soutenir l'entrée en vigueur et l'universalité. |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | Juin 2009-mai 2010 | Le Royaume-Uni a soutenu sans réserve les efforts de l'Union européenne visant à promouvoir l'entrée en vigueur et l'universalisation du Traité, notamment dans le cadre de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires qui s'est tenue en mai 2010. |
| Ukraine | Décembre 2009 | Le 2 décembre 2009, l'Ukraine a été à l'origine de l'adoption de la Déclaration sur la non-prolifération du Conseil ministériel de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Les États y ont réaffirmé leur attachement sans réserve à l'entrée en vigueur rapide du Traité. Dans l'attente de son entrée en vigueur, tous les États étaient appelés à respecter un moratoire sur les explosions nucléaires expérimentales et à s'abstenir de toute action contraire aux obligations et aux dispositions du Traité. |
